



Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les délégués,  
Excellences,

193 essais nucléaires français, l'équivalent de plus de 800 bombes Hiroshima, ont été réalisés en Polynésie de 1966 à 1996.

Les conséquences dramatiques affectent profondément les familles de mon pays car :

- Chaque année, 800 nouveaux cas de cancers et 300 décès de cancers sont recensés, sur une population de 280 000 habitants, et cela depuis plusieurs décennies.
- Beaucoup répondent aux conditions de la loi d'indemnisation, mais l'Etat français leur dit : « vous n'avez pas la preuve que votre cancer est lié aux essais nucléaires, vous n'avez ni inhalé, ni ingéré plus de 1 mSv sur 12 mois !
- L'atoll de Moruroa risque de s'effondrer à tout moment, mais l'Etat nous dit « que ce ne sera pas grave » ! Et pourtant, cette Maison commune que nous avons, est en sursis et en grave danger ! A cela s'ajoute le drame de la montée indéniable des eaux affectant plus encore l'érosion et tous ces puits où ont explosé 147 tirs souterrains.

Tel est l'héritage empoisonné, que laisse l'Etat français aux polynésiens sur plusieurs générations.

La colonisation française est le système politique qui a permis le Fait nucléaire en Polynésie, et ce dernier est responsable du « crime contre l'humanité ».

Des décennies de mensonges et la situation est alarmante.

En effet, les enquêtes menées par le chercheur Sébastien Philippe et son équipe de Princeton, évoquent que par seulement 3 tirs, plus de 115 000 personnes ont potentiellement été contaminées !

Ainsi, pour venir en aide aux victimes du nucléaire, l'Association 193 accompagne bénévolement toutes les familles des 5 archipels, et ce, à chacune des étapes de la demande d'indemnisation, sans distinction sociale, politique ou religieuse.

Excellences, la France n'est pas aujourd'hui partie prenante au Traité, pour autant, et en application du droit international humanitaire et des droits de l'homme, l'Association 193 :

- Appelle l'Etat français à une demande de PARDON au peuple MAOHI et à une pleine et entière REPARATION des dégâts que ses essais ont causé sur les populations et sur l'environnement ;
- et fait appel à la Communauté internationale, pour une assistance scientifique et financière de notre peuple meurtri, en quête de justice, vérité et réparation, et ce, dans l'esprit de SOLIDARITE et de PAIX voulu par le Traité de 2017 qui nous uni.

Merci pour votre attention.

Mauruuru